

# Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik

Suchabfrage	<b>19.04.2024</b>
Thema	<b>Keine Einschränkung</b>
Schlagworte	<b>Armeeformen</b>
Akteure	<b>Keine Einschränkung</b>
Prozesstypen	<b>Studien / Statistiken</b>
Datum	<b>01.01.1965 - 01.01.2022</b>

# Impressum

## Herausgeber

Année Politique Suisse  
Institut für Politikwissenschaft  
Universität Bern  
Fabrikstrasse 8  
CH-3012 Bern  
[www.anneepolitique.swiss](http://www.anneepolitique.swiss)

## Beiträge von

Benteli, Marianne  
Burgos, Elie  
Porcellana, Diane  
Terribilini, Serge

## Bevorzugte Zitierweise

Benteli, Marianne; Burgos, Elie; Porcellana, Diane; Terribilini, Serge 2024. *Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik: Armereformen, Studien / Statistiken, 1993 - 2020*. Bern: Année Politique Suisse, Institut für Politikwissenschaft, Universität Bern. [www.anneepolitique.swiss](http://www.anneepolitique.swiss), abgerufen am 19.04.2024.

# Inhaltsverzeichnis

<b>Allgemeine Chronik</b>	1
<b>Landesverteidigung</b>	1
Militärorganisation	1
Zivildienst und Dienstverweigerung	1

# Abkürzungsverzeichnis

**GPK-NR**      Geschäftsprüfungskommission des Nationalrates  
**WEA**            Weiterentwicklung der Armee

---

**CDG-CN**      Commission de gestion du Conseil national  
**DEVA**            Développement de l'armée

# Allgemeine Chronik

## Landesverteidigung

### Militärorganisation

STUDIEN / STATISTIKEN  
DATUM: 12.10.2006  
ELIE BURGOS

En fin d'année, la Commission de gestion du Conseil national, au terme d'une longue enquête sur le terrain, a jugé que la situation de **crise de moral aiguë** qui secouait le **corps des militaires de carrière**, et qui est apparue de manière forte durant l'année sous revue, était inquiétante. Elle a par conséquent demandé au Conseil fédéral de prendre des mesures rapides afin de remédier à cela. A cet effet, la commission a notamment préconisé un réexamen critique d'Armée XXI.<sup>1</sup>

STUDIEN / STATISTIKEN  
DATUM: 09.11.2020  
DIANE PORCELLANA

Le **recensement de l'armée 2020** s'est focalisé sur les effectifs et les effets du DEVA sur le personnel militaire. Bien qu'une hausse légère des effectifs réels soit attendue ces prochaines années, le nombre d'astreints au service d'instruction continue de diminuer. Moins d'un tiers des militaires actuellement incorporés ont accompli la durée totale des services d'instruction et peuvent être appelés lors de service d'appui ou d'un service actif. Jusqu'en 2035, l'écart entre les effectifs réels et le nombre d'astreints devrait probablement se creuser. Outre le nombre insuffisant de participants aux entraînements, les cours de répétition ne pourraient alors plus être menés en conditions réelles. Le recensement révèle également que le nombre de départs pour des raisons médicales a diminué presque de moitié entre 2011 et 2019. Après avoir été en hausse entre 2011 et 2017, le nombre de départs au service civil s'est, quant à lui, stabilisé en 2018 et 2019 à un niveau légèrement inférieur aux années précédentes. S'agissant des femmes, elles sont de plus en plus à participer aux journées d'information des cantons. L'influence sur le personnel militaire des mesures prises dans le cadre du DEVA sera évalué fin 2023. Enfin, pour garantir des effectifs suffisants au sein de l'armée et de la protection civile, le Conseil fédéral présentera des mesures d'ici l'été 2021.<sup>2</sup>

### Zivildienst und Dienstverweigerung

STUDIEN / STATISTIKEN  
DATUM: 31.12.1993  
MARIANNE BENTELI

**Im Berichtsjahr wurden 409 Dienstverweigerer verurteilt, 34 weniger als 1992.** 268 von ihnen konnten ethische Gründe glaubhaft machen. In Anwendung der Barras-Reform wurden 249 davon zu einer Arbeitsleistung im öffentlichen Interesse verpflichtet und entgingen so einer Gefängnisstrafe, 18 wurden dem waffenlosen Dienst zugeteilt.<sup>3</sup>

STUDIEN / STATISTIKEN  
DATUM: 31.12.1994  
SERGE TERRIBILINI

**Le nombre de réfractaires au service militaire a poursuivi sa diminution** chutant à 239 en 1994 contre 409 en 1993. Il a ainsi atteint son niveau le plus bas depuis 1990 (681 cas). Seuls 76 d'entre eux furent incarcérés, alors que 162 ont pu faire valoir des valeurs éthiques fondamentales, ce qui a permis à la plupart (153) de bénéficier d'une astreinte à un travail d'intérêt général. Depuis l'entrée en vigueur de la réforme Barras, la part de réfractaires à qui des motifs éthiques ont été reconnus n'a cessé de croître, passant de 33.4% en 1990 à 67.8% en 1994.<sup>4</sup>

1) LT, 2.10.06; LT et NF, 12.10.06.

2) Communiqué de presse du DDPS du 9.11.2020; Rapport de l'Armée Suisse 9.10.20

3) Presse vom 26.1.94.

4) Presse du 24.1.95.